

Pour nos *Tomodachi*

Le Japon en Afrique, édition 2016



Gouvernement du Japon

Pour nos *Tomodachi*
Le Japon en Afrique, édition 2016



Le Premier ministre Shinzo Abe lors de la cérémonie de clôture de la XXXI^e olympiade de Rio de Janeiro, au Brésil. Pendant la séquence réservée au Japon et à Tokyo, hôtes des prochains Jeux olympiques et paralympiques d'été, il a fait son apparition sous les traits de Mario, le héros de la série de jeux vidéo japonaise Super Mario (août 2016). ©UPI/Aflo

TICAD

NAIROBI 2016



À propos de la TICAD

La TICAD est la Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Tokyo International Conference on African Development). Elle a été lancée en 1993 pour promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et les partenaires du développement. Les réunions sont dirigées par le Japon et organisées en coopération avec les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (AUC). Avec le lancement de la TICAD, le Japon est devenu le premier pays à constituer un forum de partenaires externes pour le développement panafricain. Les innovations de la TICAD incluent les concepts d'appropriation africaine et de partenariat international, la promotion de la participation des organisations internationales, des pays donateurs, du secteur privé et des organisations non-gouvernementales aux initiatives de soutien lancées par le Japon et enfin la création de mécanismes de suivi pour mesurer l'avancement de chacun des projets.

La TICAD VI

La sixième TICAD (TICAD VI) a eu lieu pour la première fois en Afrique, avec le Kenya comme pays hôte, les 27 et 28 août 2016. Outre les délégués de 53 pays africains, plus de 11 000 personnes y ont assisté, dont les participants aux événements parallèles qui se sont tenus sur le site de la conférence. Le Premier ministre du Japon Shinzo Abe, le président du Kenya Uhuru Kenyatta et le président du Tchad Idriss Déby ont coprésidé la conférence.

Lors de la TICAD VI, prenant note des nouveaux défis qui sont apparus depuis la TICAD V, comme la chute des prix des matières premières, la crise Ebola et la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme, les délégués ont adopté la Déclaration de Nairobi de la TICAD VI qui aborde des thèmes comme la diversification économique et l'industrialisation de l'Afrique, les systèmes de soins de santé résilients et la stabilité sociale, afin d'aider l'Afrique à devenir un centre de croissance mondiale d'ici le milieu du XXI^e siècle.

Pour plus de détails, visiter :

<http://www.japan.go.jp/ticad/>

Table des matières

Pour nos *Tomodachi* Le Japon en Afrique, édition 2016

TICAD VI	— 4		Des Japonais au service des populations du monde	
La vision japonaise du développement de l'Afrique	— 6		Un « riz miracle » pour combattre la pauvreté en Afrique	— 20 
La contribution du Japon à l'Afrique de demain			Développer « l'agriculture en tant qu'entreprise » au Kenya	— 22 
Améliorer la logistique intérieure en Afrique de l'Est	— 8		Technologies de pointe	
La lutte contre les maladies infectieuses en Afrique de l'Ouest	— 10		KOKO Plus et les progrès de l'état nutritionnel des nourrissons du Ghana	— 24 
Aider le Kenya à développer ses ressources humaines	— 12		Les amis du Japon	
Les activités du Premier ministre	— 14		Amener l'électricité dans toute l'Afrique	— 26 
Soixantième anniversaire de l'entrée du Japon aux Nations unies	— 17		Amoureux du Japon sans l'avoir jamais vu	— 28 
			Pour une utilisation durable des ressources du Malawi en partenariat avec le Japon	— 30 
			Le programme JET : une excellente façon d'apprendre à connaître le Japon	— 32 
			Sites Internet	— 34
			Publications	— 35

© Copyright 2016 Cabinet Office of Japan. Tous droits de reproduction totale ou partielle, pour quelque usage ou par quelque moyen que ce soit, réservés pour tous les pays. Pour toute demande concernant le copyright, veuillez contacter l'adresse suivante en suivant la procédure indiquée : https://www.kantei.go.jp/foreign/forms/comment_ssl.html

Note : Tous les équivalents en dollars US pour les montants en yens japonais mentionnés dans ce numéro sont calculés sur la base de 105 yens pour un dollar, le taux de change moyen au moment de la rédaction.

La vision japonaise du développement de l'Afrique

Extraits du discours prononcé le 27 août 2016 à Nairobi, Kenya,
lors de la séance d'ouverture de la TICAD VI

Texte intégral : <http://www.mofa.go.jp/mofaj/files/000183626.pdf>

Comme je m'y étais engagé, la TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) est enfin arrivée en Afrique. La TICAD fête ses 23 ans. Elle pose aujourd'hui le pied sur la terre d'Afrique et ouvre un nouveau chapitre des relations entre le Japon et les pays africains.

L'Afrique, aujourd'hui, dans sa volonté de devenir d'ici 2063 ce continent, ces pays, avance avec un objectif : l'Agenda 2063. Il n'existe pas d'autre exemple de concept aussi ambitieux.

Dans cet immense continent, il n'y a aucun pays membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. L'Agenda 2063 exige de corriger cet état de fait d'ici à 2023. Vous avez de toute évidence le droit de réclamer à la communauté internationale qu'elle prenne mieux en compte vos revendications. Il faut que l'Afrique dispose d'un pays membre permanent au Conseil de sécurité en 2023 au plus tard.

Cette réforme du Conseil de sécurité des Nations unies est bien un objectif qui est commun pour le Japon et l'Afrique. J'en appelle à vous tous pour que nous avancions ensemble dans la voie de sa réalisation.

En même temps, l'Afrique n'est pas à l'abri des tragédies. En Afrique, ces dernières années, le virus Ebola a coûté la vie à plus de dix mille personnes. Certains pays souffrent de la stagnation du prix des ressources. Dans d'autres pays, la paix a été brisée.

En Afrique, la seule raison d'être d'un problème est qu'il soit résolu. Et le Japon, vivement désireux de résoudre avec vous les problèmes auxquels est confrontée l'Afrique, est un pays qui ne relâchera pas ses efforts.

Environ 70 entreprises japonaises ont envoyé des cadres dirigeants pour cette édition de la TICAD. Il y a au sein des entreprises japonaises un souci unique de la qualité. Dans cette Afrique qui se mobilise pour la recherche de la qualité dans la construction de son économie et de sa société, le temps est venu de partager les savoir-faire du Japon et des entreprises japonaises. Je vous annonce la création en tant qu'institution permanente du « Forum économique public-privé nippo-africain ». Des ministres japonais ainsi que des



chefs d'organisations économiques et d'entreprises viennent en Afrique tous les trois ans. C'est un forum où la rencontre avec des homologues africains permet d'identifier, du point de vue du monde des affaires, les défis et de les dépasser par une coopération public-privé, afin que les entreprises japonaises et africaines puissent davantage travailler ensemble.

Le Japon dispose encore de deux années pour mener à bien les engagements pris voici trois ans à Yokohama. Or, 67 % de ces projets sont aujourd'hui déjà réalisés.

Les nouveaux engagements d'aujourd'hui sont destinés à optimiser et à développer les programmes initiés il y a trois ans. Ils ont pour thème « qualité et autonomisation ». Cette année, le Japon a pris en compte les acquis du dernier sommet du G7 qui s'est tenu à Ise-shima.

« De la qualité », « résiliente », « stable » : essayons d'appliquer ces trois qualificatifs à l'Afrique. C'est exactement cette vision de l'Afrique que le Japon voudrait faire vivre avec vous.

Une « Afrique de la qualité » sera édifiée grâce à ces trois éléments que sont les infrastructures, les ressources humaines et le « kaizen ».

Le Japon va apporter à l'Afrique dans les trois ans à venir un

soutien d'environ 10 milliards de dollars, pour le développement de ses infrastructures. Cela se fera en partie avec la coopération de la Banque africaine de développement.

Voyons maintenant les ressources humaines : les futurs cadres dirigeants qui sont venus d'Afrique étudier au Japon dans le cadre de l'Initiative ABE vont bientôt atteindre le nombre de mille. Ce sont les futurs contremaîtres et directeurs d'usines que nous allons désormais former. Ce seront les cadres de terrain. Nous formerons environ 1 500 personnes en trois ans. Il existe au Japon un système d'enseignement supérieur spécialisé dans la formation d'ingénieurs. Nous allons l'introduire en Afrique. Nous voulons générer à l'horizon 2018 un total de 30 000 personnes en mesure de soutenir les bases de la production.

Venons-en maintenant au *kaizen*. Celui-ci permet de rehausser la productivité et de diminuer ainsi le nombre de produits défectueux en faisant appel à la créativité et à l'ingéniosité des personnes qui travaillent sur les lignes de production. Il est basé sur la confiance accordée à chacun des travailleurs pris individuellement. Cette philosophie et cette méthode sont nées au Japon. Le Japon, avec la coopération du NEPAD, va diffuser le *kaizen* dans l'Afrique entière. Nous visons à améliorer de 30 % la productivité des usines dans lesquelles il sera introduit.

Une « Afrique résiliente », c'est une Afrique qui ne se laisse pas dominer par les maladies. Si une crise de santé publique telle que celle causée par le virus Ebola survenait, deux facteurs majeurs sont déterminants : que les pays concernés soient prêts à réagir immédiatement et que la communauté internationale tout entière se mobilise. Le Japon va former en trois ans 20 000 spécialistes et experts en politiques de santé pour faire face aux maladies infectieuses. Le Japon a présenté au sommet du G7 des mesures prises sous forme de contributions tournées vers le domaine de la santé. Parmi elles, la création d'un fonds de plus de 500 millions de dollars destinés au renforcement des systèmes de santé en Afrique et à la lutte contre les maladies infectieuses. Cela devrait permettre de sauver plus de 300 000 vies humaines.

Dans tous les cas, la progression de la couverture de santé universelle, la CSU, est à la base de tout. L'objectif est que la population bénéficiant des services de santé de base augmente de 2 millions personnes dans les trois ans à venir. Je souhaite également vous dire que nous lançons l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (l'IFNA).

Une « Afrique stable », c'est une Afrique qui apporte la paix, une Afrique pleinement engagée dans l'édification d'un socle de stabilité. C'est au Mozambique, en 1993, la même année que celle du lancement de la TICAD, que les forces d'autodéfense japonaises se sont pour la première fois engagées dans des opérations de maintien de la paix en Afrique. Depuis lors, elles se sont consacrées à un travail de développement humain, rendu possible grâce au capital de confiance qu'elles ont su entretenir. Pour le Japon qui prône un « pacifisme proactif basé sur la coopération internationale », ce sont là des développements dont il ne peut que se réjouir.

Une « Afrique stable », c'est aussi une Afrique dont les jeunes ont confiance en eux, une Afrique de l'estime de soi qui se chérit elle-même. Pour que les jeunes développent cette confiance en eux-mêmes et croient en leurs rêves, le Japon va prodiguer des formations professionnelles à 50 000 personnes dans les trois années à venir.

Pour une Afrique de la qualité, résiliente et stable, en trois ans, le Japon mettra en œuvre l'autonomisation, autrement dit, la formation de 10 millions de personnes. Si on ajoute à cela les investissements privés, le montant total dépassera 30 milliards de dollars. Ce sont là des investissements qui témoignent de notre foi en l'avenir de l'Afrique et qui permettent la croissance au Japon comme en Afrique.

En traversant les mers d'Asie et l'océan Indien pour venir à Nairobi, l'on prend pleinement conscience que le chemin reliant l'Asie à l'Afrique est une voie maritime. Le Japon veut assumer la responsabilité de développer et d'enrichir les relations entre l'océan Pacifique et l'océan Indien, entre l'Asie et l'Afrique, sans aucun recours à la force ni à la coercition, pour en faire un espace privilégiant la liberté, l'état de droit et l'économie de marché.

Nous voulons travailler de concert avec tous les Africains pour faire de ces mers qui relient les deux continents des espaces maritimes en paix, régis par des règles. Cet ensemble qui s'étend de l'Asie à l'Afrique, ne voulons-nous pas en faire une artère de croissance et de prospérité ? Afrique et Japon, mettons nos idées en commun et avançons ensemble.

L'avenir s'illumine de couleurs emplies de clarté. Il me semble entendre le battement des tambours, tout à la fois ardent et chaleureux. Mes amis africains, continuons de croire dans le potentiel de l'avenir et poursuivons notre marche commune. Je vous remercie.

Améliorer la logistique intérieure en Afrique de l'Est

Un nouveau pont international et un poste de douane facilitent le transport transfrontalier

Le pont international de Rusumo, à la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie, joue le rôle clef de lien logistique pour les pays de l'intérieur de l'Afrique de l'Est. Ce pont est situé sur le Corridor central, une grande artère qui relie l'océan Indien au Rwanda. Pendant de nombreuses années, la circulation sur cette route a souffert d'encombrements permanents en raison des limitations imposées au trafic dues à la détérioration de la structure du pont et à la complexité des procédures douanières. Pour remédier à ce problème, le Japon a fourni une subvention de 3,72 milliards de yens (35,4 millions de dollars US) destinée au projet de construction du pont international de Rusumo et du poste frontière à guichet unique (OSBP, de l'anglais *One Stop Border Post*) conçu pour réduire de façon spectaculaire le temps de traversée de la frontière. Ce grand projet, qui bénéficiait d'un appui technique de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), englobait la construction d'un nouveau pont et la mise en place d'un OSBP en vue de rationaliser les procédures douanières.

Avec ses deux voies, le nouveau pont, construit grâce à des technologies japonaises de haut niveau, facilite le transit en autorisant la circulation dans les deux sens. Et le nouveau guichet unique diminue les bouchons et améliore la fluidité du commerce transfrontalier. Jusque-là, il fallait en effet franchir la douane de chaque côté par des installations séparées, ce qui pouvait prendre quelque 14 heures, alors que les formalités peuvent désormais être effectuées plus promptement en un seul arrêt. Pendant huit années, les représentants de l'État japonais ont travaillé assidûment avec leurs homologues de divers organes publics rwandais et tanzaniens et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui s'est prononcée en faveur de l'adoption du concept de guichet unique et a encouragé la mise en place d'une législation adéquate. La JICA a en outre participé à l'élaboration de manuels opérationnels et de formations techniques destinés aux douaniers. Le 1^{er} mars 2016, le guichet unique tant attendu

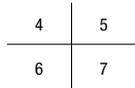
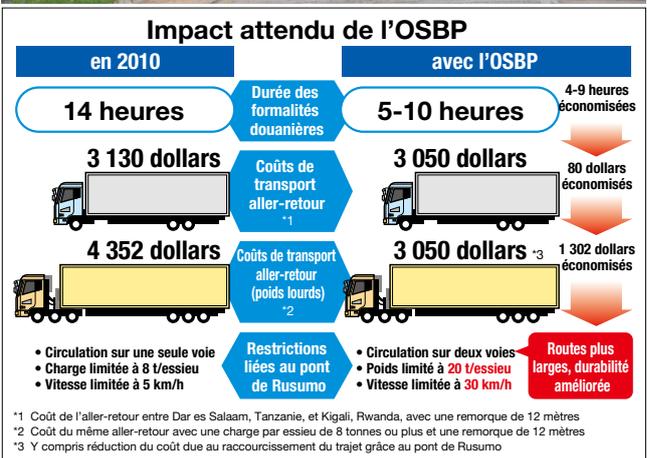
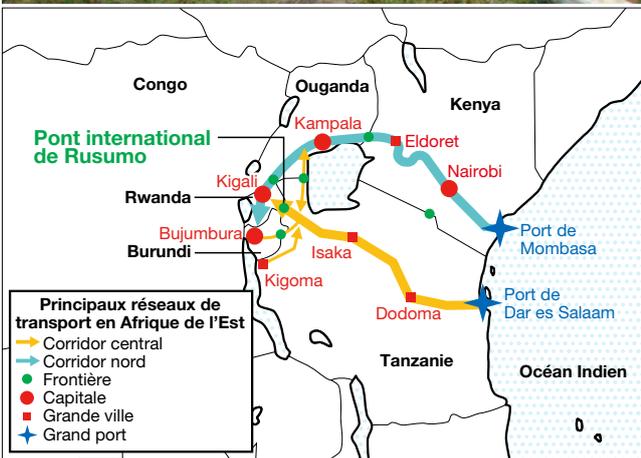
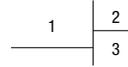
a été inauguré et le temps requis pour les formalités douanières s'en est trouvé fortement réduit. Dès la première année de fonctionnement, estime la JICA, la nouvelle installation permettra d'économiser 1,8 million de dollars sur les coûts de transport aller et retour entre le port tanzanien de Dar es Salaam et Kigali, la capitale du Rwanda. L'amélioration du réseau logistique du Corridor central aura ainsi un effet bénéfique sur le flux de marchandises et contribuera grandement au développement économique et à la modernisation des pays de l'intérieur de l'Afrique de l'Est.

Autre impact positif du projet, celui-ci a permis aux ingénieurs locaux qui y ont participé d'améliorer leurs compétences. Ryutaro Murotani, intervenu en tant que représentant principal du Bureau du Rwanda de la JICA, observe que « les ingénieurs rwandais qui ont travaillé sur ce chantier ont utilisé leur expérience pour un autre projet : la construction d'un guichet unique à la frontière du Rwanda et de l'Ouganda ». Des représentants des entreprises locales de construction disent aussi que leur collaboration avec une entreprise japonaise sur le projet d'édification du pont leur a donné une bonne opportunité de se familiariser avec la technologie japonaise du génie civil et les techniques de construction d'ouvrages haut de gamme.

La JICA s'est fixé pour objectif d'aboutir à l'adoption d'un dispositif uniforme de guichets douaniers uniques dans l'intégralité du réseau de distribution africain, de façon à renforcer l'interconnectivité entre les pays de ce continent. L'agence s'est attelée à la préparation de ce projet et travaille à l'élaboration d'un ouvrage de référence de concert avec les organisations régionales et les organismes publics qui gèrent actuellement des postes frontières à guichet unique suivant leurs propres systèmes. Le soutien au projet du pont international de Rusumo s'inscrit dans cette perspective, et l'issue heureuse de cette entreprise constituera un pas en avant dans le soutien à venir au développement de l'Afrique.



1. Vue d'ensemble du nouveau pont international de Rusumo et du poste frontière à guichet unique (OSBP). La zone à gauche au-delà de la courbe de la rivière est le site de l'OSBP du côté tanzanien de la frontière. 2. Sur ce panneau commémoratif placé à l'entrée du pont figure le drapeau du Japon, entouré de ceux du Rwanda et de la Tanzanie. Les étudiants en architecture de l'université locale ont effectué de nombreuses visites sur le site pour observer les méthodes japonaises d'édition utilisées dans la construction du pont. 3. Un ingénieur d'une entreprise japonaise de construction (à gauche) prodigue des conseils à ses collègues locaux dans le cadre de leur collaboration sur le projet.



4. Embouteillages sur l'ancien pont et à son approche. Le côté rwandais de la frontière est au premier plan. Au fond, en Tanzanie, une file de camions attend de traverser la frontière. Les limites imposées pour l'ancien pont étaient de 8 tonnes par essieu pour la charge et de 5 kilomètres heure pour la vitesse. Les camions devaient le traverser un par un. 5. Vue du nouveau pont depuis la Tanzanie. La passerelle aux balustrades jaunes qu'on voit à gauche est l'ancien pont. 6. Grandes routes servant au transport des marchandises de l'océan Indien vers l'intérieur des terres. Le Corridor nord était jadis la route la plus utilisée, mais le trajet prenait beaucoup de temps du fait qu'il traversait deux frontières. Avec la mise en service du nouveau pont et de l'OSBP, le rôle du Corridor central dans l'infrastructure des transports s'est considérablement renforcé. 7. Les améliorations attendues du projet : outre la baisse des coûts de transport générée par l'ouverture du poste frontière à guichet unique, la mise en service du nouveau pont permet le passage de camions dépassant l'ancienne limite de charge de 8 tonnes par essieu.

La lutte contre les maladies infectieuses en Afrique de l'Ouest

L'aide japonaise à la création d'une installation de recherche avancée

En Afrique de l'Ouest, la lutte contre les maladies infectieuses ne connaît pas de répit. La malaria, par exemple, fait plus de 10 000 victimes par an au Ghana, où 270 000 personnes sont en outre infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Il est indispensable de combattre et de surmonter ces maladies si l'on veut promouvoir durablement le développement de la région. Et comme les maladies infectieuses qui y sévissent ne cessent de muter et de trouver de nouvelles voies de transmission, il est essentiel de mener contre elles une campagne assidue et de longue haleine au niveau local, avec notamment des activités de détection et d'analyse rapides des virus.

Pionnier de la recherche au Japon, le bactériologiste Hideyo Noguchi a travaillé sur le terrain en Afrique de l'Ouest. Il a commencé d'étudier la fièvre jaune en 1927, dans un hôpital d'Accra, au Ghana, et obtenu quantité de résultats remarquables, dont la découverte du pathogène responsable de la fièvre jaune, avant d'être infecté lui-même par cette maladie, dont il est mort sur place six mois plus tard. Son travail lui a valu trois nominations au prix Nobel. En 1968, le gouvernement ghanéen a demandé au Japon, patrie du docteur Noguchi, une aide pour la recherche médicale sur les maladies infectieuses. En réponse, le gouvernement japonais a mis en place la même année un programme de coopération technique. En 1979, l'Institut Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR), ainsi nommé en mémoire du docteur Noguchi, a été fondé à Accra avec une subvention du Japon, qui, depuis lors, y envoie régulièrement des chercheurs.

Malgré la fréquence des coupures d'électricité et les déficiences de l'alimentation en eau, les chercheurs du NMIMR ont à leur actif un grand nombre de réussites. Le VIH constitue un de leurs grands domaines de recherche et, en 1986, des chercheurs en activité au Ghana ont découvert le VIH-2, une souche du virus concentrée en Afrique. L'institut est désormais reconnu comme une base essentielle de la recherche sur les maladies contagieuses en Afrique de l'Ouest.

La manipulation de pathogènes comme le VIH requiert des installations hautement sécurisées. En 1999, le NMIMR a achevé l'aménagement d'un laboratoire de recherche conforme aux normes du niveau 3 de biosécurité de l'Organisation mondiale de la santé, laquelle, pour cette raison, l'a désigné en 2014 comme l'une des institutions dont la contribution au combat contre la maladie à virus Ebola est particulièrement cruciale. Et le soutien de l'institut ne se limite pas au Ghana, il travaille aussi en tandem avec d'autres pays ouest-africains à la mise en place de mesures de lutte contre la fièvre de Lassa, qui a montré des signes d'épidémie cette année.

Le NMIMR emploie 334 personnes, dont 49 chercheurs originaires du Ghana, d'autres pays africains, du Japon et d'ailleurs dans le monde, notamment de France et des États-Unis. Le docteur Mitsuko Ohashi, une parasitologue japonaise qui travaille à l'institut depuis sept ans, fait l'observation suivante : « Les chercheurs ont un potentiel élevé. En termes de personnel comme de recherche, le NMIMR atteint des niveaux de classe mondiale et, tous ensemble, nous obtenons des résultats en tant que membres d'une équipe au sein de laquelle nous progressons à travers une amicale rivalité. »

Dans l'optique de renforcer encore les capacités de cet ensemble cohérent de lutte contre les maladies infectieuses que constituent le Ghana et l'Afrique de l'Ouest, le gouvernement japonais a décidé de subventionner la construction d'une nouvelle installation au NMIMR : le Centre de recherche avancée pour les maladies infectieuses, dont l'achèvement est prévu en août 2018. Le centre sera doté d'un laboratoire de biologie moléculaire conforme aux normes du niveau 3 de biosécurité et équipé des appareils les plus récents, qui permettra une détection et une surveillance encore plus précises des pathogènes. On espère qu'il constituera une base de recherche médicale et d'enseignement pour les générations à venir, et contribuera ainsi au contrôle des maladies qui menacent le genre humain.



Photos : Aiko Iizuka/JICA (1, 2 et 3)



1	2
3	4

1. L'Institut Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR), situé dans une banlieue d'Accra, la capitale du Ghana, est au cœur de la lutte contre les maladies infectieuses en Afrique de l'Ouest. 2. Jeunes chercheurs en activité à l'institut. 70 % d'entre eux s'apprennent à passer leur doctorat et poursuivent leurs études sous les conseils de superviseurs ou de collègues. 3 & 4. Le docteur Hideyo Noguchi (1876-1928), malgré la pauvreté et une déficience physique, est devenu un bactériologiste mondialement connu pour ses recherches sur des maladies comme la fièvre jaune et la syphilis. Il a été nommé pour le prix Nobel de physiologie ou de médecine. Son portrait figure sur les billets japonais de 1 000 yens.

Nombre de projets d'investigation et de recherche du NMIMR en 2015



Maladies parasitaires
27



Épidémiologie
16



Immunologie
13



Virologie
10

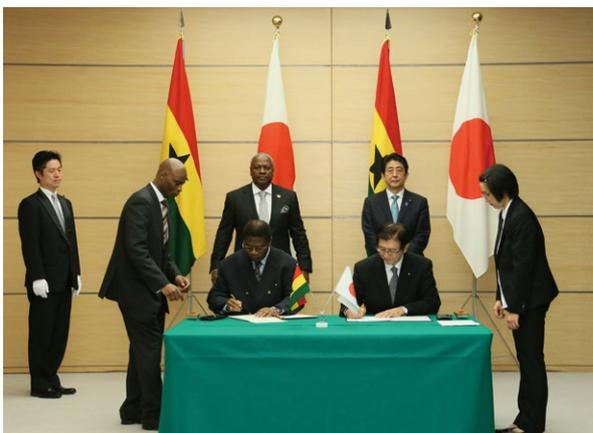
Autre
22

Total : 88

Principaux domaines d'étude

- Malaria
- Bactéries acido-alcoolo-résistantes
- VIH
- Grippe
- Maladies tropicales négligées
- Surveillance des maladies infectieuses, etc.

Le nombre d'études menées au NMIMR est passé de 56 en 2010 à 88 en 2015. La plupart portaient sur les maladies infectieuses, mais certaines ont également été consacrées à des sujets comme la sûreté alimentaire et le changement climatique.



5 | 6

5. Le 18 mai 2016, à l'issue d'une rencontre au sommet entre le Japon et le Ghana, les dirigeants des deux pays ont participé à un échange de notes concernant une aide financière du Japon au Ghana. 6. Le docteur Mitsuko Ohashi, de l'Université de médecine et d'odontologie de Tokyo, a trouvé un composant pour la mise au point d'un médicament efficace contre la maladie du sommeil à base de plantes médicinales ghanéennes. En 2015, l'Université de médecine et d'odontologie de Tokyo et le NMIMR ont déposé conjointement une demande de brevet pour ce médicament, une première pour le NMIMR.

Aider le Kenya à développer ses ressources humaines

Former du personnel pour l'avenir dans la perspective du secteur privé

Les économies africaines se développent rapidement. Elles ont donc un besoin urgent de former du personnel ayant un niveau élevé de connaissances et de qualifications dans différents domaines. Le Kenya a pour sa part adopté un plan stratégique national à long terme – « Kenya Vision 2030 » – qui prévoit notamment que le pays acquière la capacité de former des ressources humaines d'envergure globale.

Toyota Tsusho est une société de commerce du groupe Toyota. En Afrique, elle est impliquée dans un grand nombre d'opérations liées à la création d'entreprises, au développement des ressources humaines et aux contributions sociales. Le Kenya est l'un des pays où elle est le plus présente. Toyota Tsusho considère que l'aide au développement des ressources humaines locales est cruciale non seulement pour l'économie kenyane mais aussi pour ses propres activités. En 1990, elle s'est associée à Toyota Motor pour créer la Fondation Toyota Kenya. En l'espace de vingt-cinq ans, cette institution a offert des bourses d'études à 385 Kenyans dont certains ont occupé, une fois leur diplôme obtenu, des postes dans le gouvernement de leur pays.

Toyota Tsusho participe par ailleurs activement à la formation de ressources humaines locales. Elle a installé un centre de formation pratique et administrative dans les locaux de sa filiale Toyota Kenya (TK) pour le personnel technique de cette entreprise et celui des importateurs et distributeurs ainsi que des concessionnaires officiels de Toyota en Afrique de l'Est. En juillet 2014, le centre de TK a été intégré dans une nouvelle école de formation des ressources humaines, Toyota Kenya Academy, installée dans le Toyota Kenya Business Park de Nairobi. Son programme s'est considérablement étoffé et certains cours ont même été ouverts au grand public. « Nous

avons pensé que nous pouvions contribuer au développement du Kenya en proposant une formation et un enseignement dans un large éventail de domaines, sans se limiter à l'automobile », explique Masakazu Ohira, directeur du département automobile pour l'Afrique de Toyota Tsusho.

Toyota Kenya Academy propose des cours dans quatre grands domaines. Outre la formation pour techniciens de l'automobile déjà prodiguée par le centre de formation de TK, elle enseigne l'entrepreneuriat, l'agro-entreprise et l'agriculture mécanisée en collaboration avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et des organes du gouvernement kenyan. Au cours des deux années qui ont suivi sa création, Toyota Kenya Academy a accueilli 381 élèves. Depuis septembre 2016, elle propose aussi des cours sur le concept de *kaizen* – littéralement « amélioration continue » de la productivité –, mis en œuvre par Toyota sous la forme d'une recherche permanente d'idées par les travailleurs sur le terrain, et sur le cycle de gestion « planifier, développer, contrôler, agir » (PDCA).

« Notre école s'efforce non seulement de diffuser des connaissances et des savoir-faire mais aussi d'apprendre aux élèves à résoudre les problèmes par eux-mêmes », ajoute Masakazu Ohira. « Toyota Kenya Academy a ouvert ses portes il y a tout juste deux ans et elle a déjà prouvé son efficacité. Les élèves sont les premiers à dire qu'ils ont appris à regarder les choses autrement. Au Kenya, il y a un grand nombre de gens motivés qui profitent de nos programmes pour s'instruire et développer leurs compétences. Nous espérons que cette opération sera une véritable réussite que nous pourrions ensuite prolonger dans d'autres pays d'Afrique. »



1
2 | 3

1. Uhuru Kenyatta (1^{er} rang, au centre), président du Kenya, et des membres du gouvernement kenyan lors de l'inauguration de Toyota Kenya Academy, en juillet 2014. 2. L'enseignement est assuré par des employés accrédités de Toyota Kenya. 3. Le programme d'études est orienté vers la formation pratique. Un jeune Kenyan apprend le métier de directeur d'atelier de réparation automobile.

Type et nombre de cours		Nouveaux cours à partir de septembre 2016
Automobile : 3 	Agro-entreprise : 4 	Langue japonaise 
Entreprenariat : 3 	Agriculture mécanisée : 4 	« Amélioration continue » (kaizen) et cycle de gestion PDCA 

Toyota Kenya Academy propose actuellement 14 cours. En 2016, elle devrait accueillir 750 élèves.

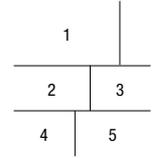
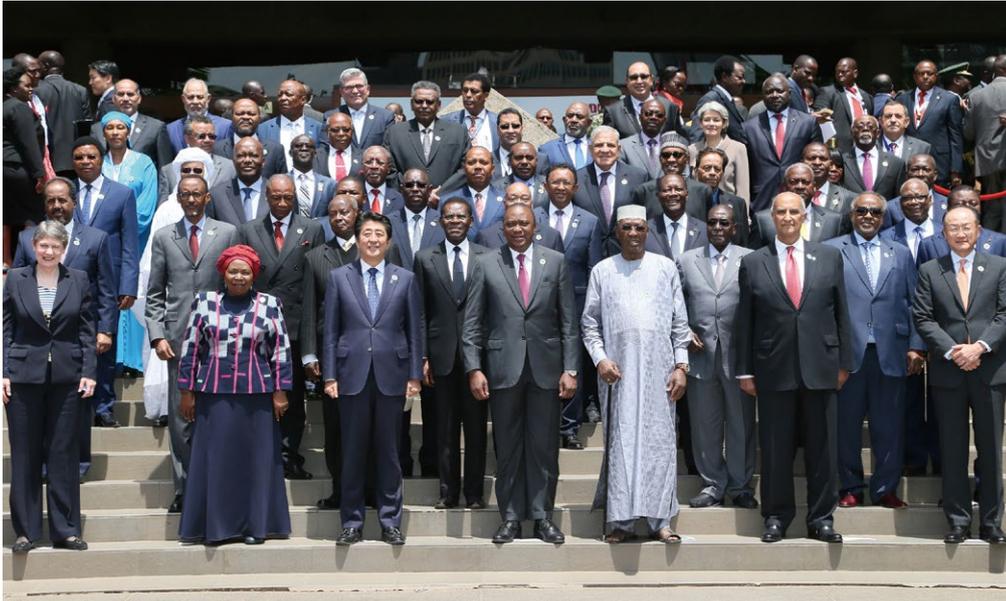
4 | 5

4. L'école est située dans un parc de six hectares – le Toyota Kenya Business Park – avec de nombreuses autres installations du groupe Toyota. 5. Masakazu Ohira, directeur du département automobile pour l'Afrique de Toyota Tsusho, admire l'assiduité des élèves kenyan de l'école.



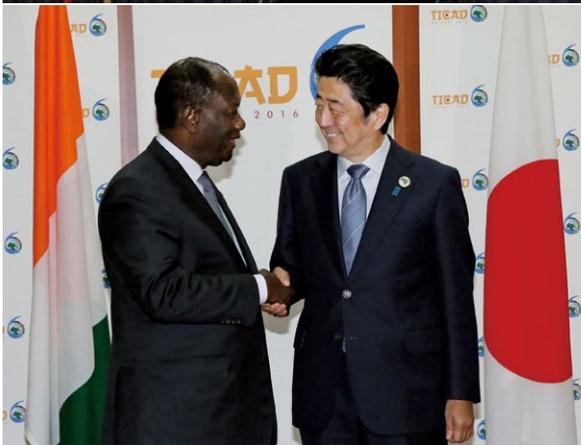
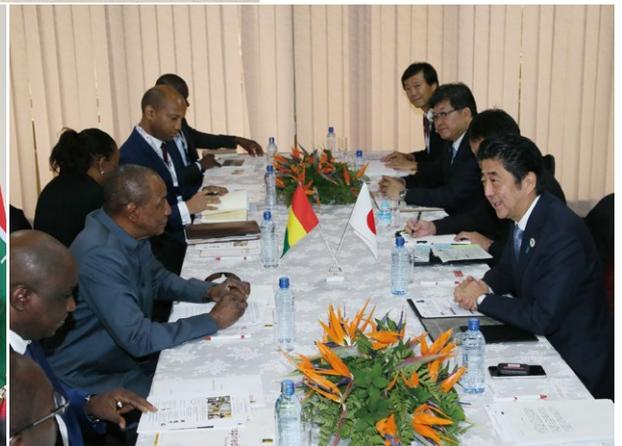
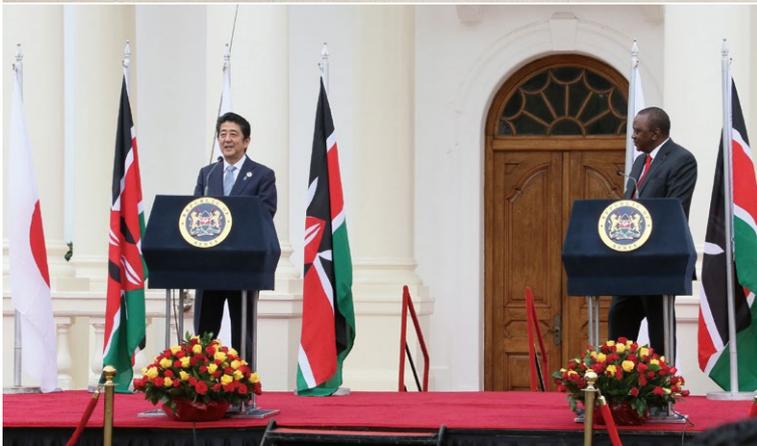
Les activités du Premier ministre

Activités dans le cadre de la TICAD VI



En août 2016, le Premier ministre Shinzo Abe s'est rendu à Nairobi, au Kenya, où il a participé à la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI). À cette occasion, il s'est entretenu avec des dirigeants d'autres pays.

1. Photographie de groupe. 2. Lors d'une conférence de presse commune avec Uhuru Kenyatta, président du Kenya. 3. Rencontre avec Alpha Condé, président de la Guinée. 4. Avec Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire. 5. Rencontre avec Filipe Nyusi, président du Mozambique.





6	
7	8
9	10

6. Le Premier ministre en train de prononcer le discours liminaire de la session d'ouverture de la TICAD VI. 7. Avec John Dramani Mahama, président du Ghana. 8. Rencontre avec Hery Rajaonarimampianina, président de Madagascar. 9. Rencontre avec Macky Sall, président du Sénégal. 10. Avec Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud.

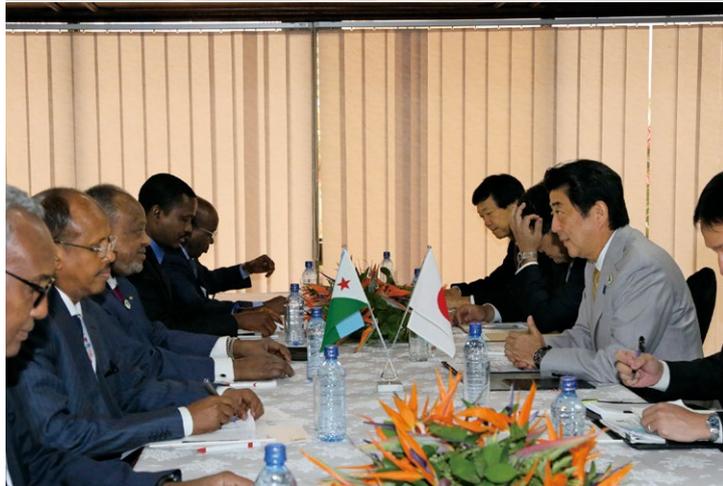




Pendant la TICAD VI, le Premier ministre Shinzo Abe a participé à des manifestations organisées en marge de la conférence et il a rencontré des leaders d'autres pays (août 2016).

1. Visite de l'exposition Japan-Africa Expo. 2. Rencontre avec Ismaïl Omar Guelleh, président de Djibouti. 3. Avec Yoweri Museveni, président de l'Ouganda. 4. Lors d'une réception offerte par le gouvernement japonais. 5. Lors de la Conférence d'affaires Japon-Afrique.

1	
2	3
4	5



Autres activités



1	2
3	4
5	

1. Photographie commémorative à l'issue du second remaniement du troisième gouvernement de Shinzo Abe (août 2016).
2. Le Premier ministre Shinzo Abe a rencontré Mohammed ben Salmane Al Saoud, vice-prince héritier et ministre de la Défense de l'Arabie saoudite, au Bureau du Premier ministre, à Tokyo (septembre 2016).
3. Le Premier ministre Shinzo Abe a assisté à la cérémonie commémorative du Mémorial de la paix de Hiroshima, dans le Parc du Mémorial de la paix de Hiroshima (août 2016).
4. Le Premier ministre Shinzo Abe a assisté à la cérémonie commémorative du Mémorial de la paix de Nagasaki, dans le Parc de la paix de Nagasaki (août 2016).
5. Le Premier ministre Shinzo Abe s'est rendu au Brésil pour assister à la cérémonie de clôture de la XXXI^e olympiade de Rio de Janeiro. À cette occasion, il a rencontré des athlètes japonais (août 2016).

Soixantième anniversaire de l'entrée du Japon aux Nations unies



Le Premier ministre Shinzo Abe prononce un discours, lors du débat général de la 70^e session de l'Assemblée générale de l'ONU (29 septembre 2015). ©UN Photo/Kim Haughton

L'Organisation des Nations unies (ONU) a été fondée en 1945, aussitôt après la Seconde Guerre mondiale, avec la ferme intention d'empêcher le retour de la guerre. Le Japon a été admis à l'ONU onze années plus tard, en 1956, et depuis il n'a pas cessé de soutenir son action sur le plan international, dans divers domaines.

L'ordre mondial mis en place par la guerre froide a disparu, mais la communauté internationale est à présent confrontée à de nouveaux défis, entre autres la multiplication des conflits régionaux et ethniques, la pauvreté, le développement durable, le changement climatique et le respect des droits de l'homme. Elle doit faire face à ces problèmes en s'appuyant de son mieux sur le caractère universel, les compétences et la légitimité de l'ONU.

Pendant une trentaine d'années, le Japon a été l'État membre

qui a versé la contribution la plus élevée au budget ordinaire de l'ONU, après les États-Unis. Mais l'engagement de l'Archipel ne se limite pas à une participation financière. Il a en effet joué un rôle de premier plan dans différentes instances et apporté une aide non seulement intellectuelle mais aussi en termes de personnel.

L'année 2016 coïncide avec le 60^e anniversaire de l'entrée du Japon aux Nations unies. Tokyo va profiter de l'occasion pour s'engager encore plus activement dans différents secteurs centrés sur les trois piliers de l'ONU que sont la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement, et ce, en collaboration étroite avec les autres pays impliqués.

En janvier 2016, le Japon a été élu une onzième fois membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, pour une durée de deux ans. Aucun autre État membre n'a occupé cette place à autant de reprises. Au sein de cet organe, le Japon prend une part active au règlement d'un grand nombre de problèmes concernant la paix et la sécurité, y compris la consolidation de la paix en Afrique, un thème sur lequel il a organisé un débat public au mois de juillet, pendant qu'il assurait la présidence du Conseil de sécurité.

La sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) s'est déroulée à Nairobi, au Kenya, les 27 et 28 août 2016. Le Japon a ouvert les débats de cette manifestation coorganisée par l'Organisation des Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (AUC). Vu les résultats donnés par la TICAD VI, le Japon entend œuvrer encore davantage en faveur de la croissance et du développement de l'Afrique.



Mamoru Shigemitsu, ministre des Affaires étrangères du Japon, regarde le drapeau japonais s'élever sur un mât de l'ONU, au moment de l'admission de son pays aux Nations unies (19 décembre 1956). ©UN Photo



Hisanaga Shimazu, consul général du Japon à New York, remet la candidature de son pays à l'ONU (23 juin 1952). ©UN Photo/Marvin Bolotsky



Après l'admission de leur pays à l'ONU, les représentants du Japon sont invités à rejoindre leur siège (18 décembre 1956). ©UN Photo/AF (ci-contre)

Le rôle joué par le Japon à l'ONU

Domaine	Exemples de contribution du Japon	
Conseil de sécurité de l'ONU	Élu à onze reprises en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité. Joue un rôle de premier plan dans l'adoption de résolutions en réponse à des problèmes de sécurité mondiale et régionale, y compris les essais nucléaires et les tirs de missiles balistiques effectués par la Corée du Nord.	
Résolution des conflits et consolidation de la paix	Participation à des opérations de maintien de la paix notamment au Cambodge, au Timor oriental, à Haïti et au Soudan du Sud.	
Désarmement et non-prolifération	En tant que seul et unique pays à avoir subi des bombardements atomiques, le Japon soumet régulièrement à l'Assemblée générale de l'ONU un projet de résolution sur l'élimination des armes nucléaires – adopté chaque année depuis 1994 – pour une action concertée en faveur d'un monde sans armes nucléaires. Il joue également un rôle majeur dans les consultations au niveau mondial sur le désarmement et la non-prolifération des armes, y compris conventionnelles.	
Réforme du Conseil de sécurité	A formé avec l'Allemagne, le Brésil et l'Inde, le Groupe des Quatre (G4) qui œuvre pour un Conseil de sécurité plus légitime, plus représentatif et plus efficace.	
Réponse aux problèmes d'envergure mondiale	Développement	En mettant l'accent sur les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui devaient être réalisés à la fin de l'année 2015, y compris l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, le Japon a contribué activement à la réalisation des OMD notamment grâce à un recours efficace à l'aide publique au développement (APD) dans le cadre d'accords bilatéraux ou d'organisations internationales. Contribue à l'application des objectifs de développement durable (ODD), au niveau à la fois national et international.
	Sécurité humaine	Soutient la mise en place et le fonctionnement du Fonds des Nations unies pour la Sécurité humaine et participe sous la forme d'une aide non-remboursable à des projets locaux contribuant à la sécurité humaine.
	Aide humanitaire	Fournit de l'aide humanitaire aux réfugiés, aux personnes déplacées internes et aux populations affectées par des catastrophes.
	Secours aux sinistrés	Déploie les équipes japonaises de secours aux sinistrés, y compris des unités des Forces d'autodéfense japonaises.
	Réduction des risques de catastrophe	Encourage l'intégration de la réduction des risques de catastrophe (RRC) qui implique la prise en compte de la RRC à toutes les étapes du développement.
	Changement climatique	A annoncé des mesures de participation ; a consenti d'importants efforts en vue de l'adoption de l'Accord de Paris.
Protection et promotion des droits de l'homme	Prend des initiatives en faveur du droit international des droits de l'homme, y compris le dépôt de projets de résolution sur la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée, sur l'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et de leur famille, et sur la situation des droits de l'homme au Cambodge.	
Réformes budgétaire et administrative	A facilité, en tant que contributeur financier majeur, l'amélioration de l'efficacité budgétaire de l'ONU grâce à des consultations au sein de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies.	



1 | 2 | 3

1. Marcela Temple Seminario, épouse du secrétaire général de l'ONU Javier Pérez de Cuéllar, revêtue d'un kimono (3^e à partir de la droite). Elle est entourée de membres de la Mission culturelle japonaise du kimono venus présenter l'art du kimono japonais à l'ONU (4 avril 1982). ©UN Photo/Milton Grant 2. Yoshiaki Fukuori (à droite), membre du conseil municipal de Nagasaki, donne des explications à Javier Pérez de Cuéllar (au centre), secrétaire général de l'ONU, lors d'une exposition sur le désarmement. Également présents : Yasushi Akashi, secrétaire général adjoint à l'information de l'ONU, (à gauche) et Shintaro Abe, ministre des Affaires étrangères du Japon (2^e en partant de la gauche) (28 septembre 1983). ©UN Photo/Yutaka Nagata 3. Fumio Kishida, ministre des Affaires étrangères du Japon, préside le débat public du Conseil de sécurité de l'ONU sur « la consolidation de la paix en Afrique » (28 juillet 2016). ©UN Photo/JC McIlwaine

Des Japonais au service des populations du monde

Un « riz miracle » pour combattre la pauvreté en Afrique

Grâce au « riz miracle » Nerica (New Rice for Africa), l'Afrique est en train d'affronter le problème de la pauvreté. Dans beaucoup de pays africains, cette céréale à haute valeur nutritive est une denrée de luxe réservée aux grandes occasions et une source de revenu appréciable pour les agriculteurs. L'agronome japonais Tatsushi Tsuboi, surnommé « M. Nerica », s'efforce de diffuser la riziculture depuis quelque vingt ans. Il applique toujours rigoureusement la même méthode, c'est-à-dire se rendre sur le terrain pour prodiguer des conseils. À ce jour, il a formé plus de 50 000 cultivateurs sur place.

Tatsushi Tsuboi a commencé à travailler pour l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en tant que spécialiste agricole en 1981. Depuis, il a consacré son temps à offrir des conseils sur la riziculture aux agriculteurs de différents pays dont l'Indonésie, les Philippines et la Côte d'Ivoire. En 1992, il a appris l'existence des variétés de riz Nerica développées par l'agronome sierra-léonais Monty Jones dans le cadre de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO). M. Jones lui a présenté cet hybride qui combine les avantages du riz africain, résistant aux insectes et à la sécheresse, et du riz asiatique à haut rendement. Le Nerica peut être récolté deux fois par an dans les conditions climatiques locales. « Le riz Nerica pousse même dans les zones de plaines humides impropres aux autres cultures et on peut aussi le cultiver dans les espaces entre les cultures, par exemple de café et de bananes. Après avoir utilisé cette souche de riz de façon expérimentale dans plusieurs endroits, j'ai acquis la certitude qu'elle pouvait aider à résoudre les problèmes posés par la pauvreté en Afrique. Et j'ai pris la résolution de me consacrer à la diffusion des techniques pour la cultiver », précise Tatsushi Tsuboi.

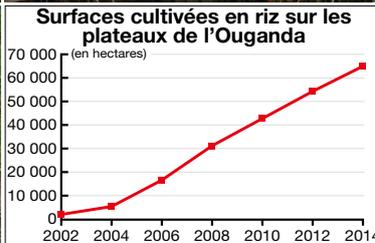
Quand le gouvernement japonais a décidé d'envoyer un expert chargé de promouvoir la culture du Nerica en Ouganda, en 2004, il a confié cette tâche à Tatsushi Tsuboi, spécialiste de la JICA pour l'implantation du Nerica. Diverses études avaient en effet montré que l'Ouganda était le pays d'Afrique le mieux

adapté à la culture de ce « riz miracle », à cause du climat et de l'environnement relativement sec de ses plateaux. L'idée était de débiter par une initiative couronnée de succès, à ériger en exemple.

Tatsushi Tsuboi a créé une section de recherche sur la riziculture chargée d'étudier le Nerica à l'Institut national de recherche sur les ressources cultivées (NaCRRI), en Ouganda. Cette structure a servi de base à des activités de conseil globales allant des semences et du soin des plants jusqu'à la récolte du riz. Pour encourager la culture du Nerica, l'agronome japonais a mis au point un système original qui consiste à offrir à chaque agriculteur participant à ses sessions de formation un kilo de semences, c'est-à-dire la quantité suffisante pour obtenir au moins cinquante kilos de riz non décortiqué. En retour, chaque cultivateur est tenu de prélever deux kilos de graines sur sa récolte, qu'il doit donner à des petits exploitants du voisinage. Du fait qu'ils cultivent eux-mêmes le riz, les agriculteurs améliorent leurs compétences techniques et les surfaces consacrées à la riziculture sont de plus en plus étendues.

Le nombre des Ougandais ayant adopté le Nerica augmente de façon régulière. Dix ans après l'arrivée de Tatsushi Tsuboi, la superficie cultivée en riz de la région des plateaux était passée de 5 500 à 65 000 hectares. Les agriculteurs ont confié à l'agronome japonais que les revenus qu'ils tiraient de la vente du riz leur permettaient, entre autres, d'envoyer leurs enfants au lycée ou d'acquérir des téléphones portables.

Tatsushi Tsuboi considère l'avenir de l'Afrique avec optimisme en raison des perspectives offertes par le Nerica. « En l'espace de 13 ans, j'ai formé plus de 2 000 chercheurs et conseillers agricoles africains. J'ai l'intention de poursuivre mes activités jusqu'au jour où la culture du riz Nerica se sera répandue dans toute l'Afrique et où le problème de la pauvreté sera résolu », explique-t-il. L'agronome japonais continue donc à travailler inlassablement sous le soleil de l'Afrique pour diffuser les techniques de la culture du riz.



1	
2	3
4	5

1 & 2. Tatsushi Tsuboi conseille des agriculteurs ougandais. Il assure en outre la formation de conseillers agricoles et de chercheurs à partir de la station expérimentale de culture du riz Nerica qui sert de base à ses activités en Ouganda. Il a ainsi formé plus de 2 000 spécialistes dans divers pays d'Afrique. 3. M. Tsuboi effectue une étude dans la station expérimentale. Nerica 4 est la plus cultivée des 18 variétés de riz Nerica développées à ce jour. 4. Pendant les séances de formation, Tatsushi Tsuboi donne des instructions détaillées aux agriculteurs notamment à propos de la profondeur optimale de plantation des semences et de la distance à respecter entre les plants de riz. L'application de techniques de culture appropriées multiplie les rendements de façon significative. 5. Quand M. Tsuboi est arrivé sur place en 2004, il y avait seulement 5 500 hectares de terres cultivées en riz Nerica sur les plateaux de l'Ouganda. Mais depuis, la culture de ce « riz miracle » a progressé de façon rapide et régulière si bien qu'en 2014, elle couvrait une superficie de 65 000 hectares.

Tatsushi Tsuboi

M. Tsuboi a rejoint les Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) quand il avait une vingtaine d'années. Il a mené des activités en faveur de la riziculture aux Philippines et depuis lors, il a été impliqué dans des opérations similaires en Asie et en Afrique pendant plus de 35 ans. En 2004, il a été envoyé en Ouganda pour diriger un programme de diffusion du riz Nerica. Et il continue à prodiguer ses conseils sur la culture du riz en voyageant à travers l'Afrique.



Développer « l'agriculture en tant qu'entreprise » au Kenya

L'agriculture est la colonne vertébrale de l'économie du Kenya. 65 % des recettes en devises étrangères du pays proviennent en effet de ce secteur d'activité qui emploie environ 80 % de la population. Mais l'échelle des opérations reste modeste. 75 % des récoltes mises sur le marché proviennent de petites exploitations familiales. Il y a une dizaine d'années, les agriculteurs n'avaient pas d'autre choix que de vendre leurs produits à des intermédiaires fixant les prix comme bon leur semblait, ce qui ne leur assurait que de maigres rentrées d'argent. Depuis 2006, le Japon coopère avec le Kenya pour mettre en œuvre un Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP) avec l'objectif d'augmenter les revenus des cultivateurs.

Arisa Kikuchi est une employée de la JICA directement impliquée dans la réalisation du projet SHEP au Kenya. L'ambition du SHEP est de donner aux petits exploitants locaux les moyens de transformer leur activité en « agriculture en tant qu'entreprise ». Une des pièces maîtresses de ce programme consiste à organiser des réunions mettant les agriculteurs en contact avec des acteurs du secteur de l'industrie horticole. Grâce à ces rencontres, les petits exploitants sont en mesure de comprendre les besoins des acteurs du marché et d'étendre le réseau de leurs contacts. Ils peuvent aussi trouver des acheteurs adéquats pour leurs produits et se procurer des semences et des engrais à des prix plus intéressants par le biais d'achats groupés.

La seconde pièce maîtresse du projet SHEP, c'est de faire réaliser les études de marché sur la rentabilité des cultures par des groupes d'agriculteurs. Quand les petits exploitants sont au courant de l'état de la demande, ils peuvent mieux choisir ce qu'ils cultiveront la saison suivante. D'après Arisa Kikuchi, « dans les autres projets, on confie en général les études de marché à des experts conseils alors que le programme SHEP insiste pour que ce soient les agriculteurs eux-mêmes qui les fassent. Ceux-ci ont besoin d'une aide approfondie qui est au cœur de l'assistance technique japonaise et joue un rôle essentiel dans l'enracinement et la durabilité de l'approche du SHEP. »

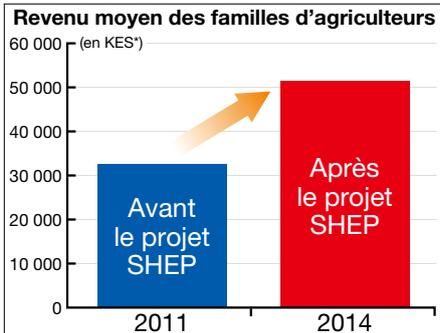
Le projet SHEP comporte aussi une formation sur les questions de genre, un autre moyen efficace d'augmenter les revenus des petits exploitants. Dans beaucoup de familles d'agriculteurs du Kenya, les hommes décident souvent seuls en matière de plantations et d'achats. Les couples qui en parlent et prennent une décision commune sont relativement rares. « Après les sessions de formation sur les questions de genre, les discussions entre conjoints sont plus fréquentes. Les hommes semblent davantage disposés à prendre part aux tâches considérées jusque-là comme essentiellement féminines et à consulter leur femme au moment d'acheter du matériel. Quand un ménage fait l'acquisition d'une citerne à la demande de l'épouse, celle-ci est libérée du fardeau consistant à puiser de l'eau. Elle peut consacrer le temps gagné à l'agriculture et, ce faisant, accroître les revenus du foyer », ajoute Arisa Kikuchi.

La mise en œuvre du projet SHEP s'est soldée par des progrès réguliers. Entre 2011 et 2014, le revenu réel horticole des familles d'agriculteurs impliquées a augmenté de 58 %. Leur niveau de vie s'est amélioré et elles ont pu, entre autres, envoyer leurs enfants dans un collège privé ou utiliser leurs gains pour se lancer dans une nouvelle activité. Le gouvernement kényan a reconnu que le programme SHEP a permis d'accroître les revenus des agriculteurs et entre 2010 et 2015, le SHEP a été appliqué dans 33 des 47 comtés du pays.

D'ici 2050, la population de l'Afrique devrait doubler pour atteindre le chiffre de 2,4 milliards d'individus. Quand elle évoque l'avenir du continent africain, Arisa Kikuchi est très résolue. « Le développement d'une industrie manufacturière joue un rôle important dans la création d'emplois et la croissance économique. Mais pour beaucoup de pays africains, l'agriculture reste un secteur clé pourvoyeur du plus grand nombre d'emplois. Je souhaite m'investir dans des activités en faveur des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles – autrement dit d'une grande partie de la population de l'Afrique –, en contribuant à la mise en place d'une "agriculture en tant qu'entreprise". »



1. Arisa Kikuchi s'occupe d'une formation dont l'objectif est de diffuser l'approche du projet SHEP dans différents pays d'Afrique. Elle travaille en collaboration avec des fonctionnaires du gouvernement kényan et des spécialistes de la JICA, tous membres du SHEP. 2. Un marché du Kenya : grâce au SHEP, les agriculteurs sont en contact direct avec le marché et ils peuvent choisir des acheteurs proposant des prix intéressants au lieu d'être obligés de passer par des intermédiaires. 3. Pendant les séances de formation sur les questions de genre, destinées aux couples d'agriculteurs, les deux époux sont invités à dresser par écrit la liste de leurs dépenses et de leurs tâches quotidiennes pour clarifier la situation. L'attitude des maris a, semble-t-il, tendance à changer lorsqu'ils se concentrent sur l'objectif commun du couple : augmenter ses revenus. 4. Entre 2011 et 2014, le revenu réel horticole par agriculteur a augmenté de 58 %.



	1
2	3
4	

Source : données tirées d'interviews d'agriculteurs et de conseillers agricoles réalisées par des membres du SHEP

Notes : les chiffres ont été corrigés en fonction de la variation des prix à la consommation.

*KES = shilling kényan

10 000 KES = environ 120 USD en mars 2014.

Arisa Kikuchi

Titulaire d'un diplôme d'agriculture de troisième cycle. En étudiant les relations entre les agriculteurs et les marchés, Arisa Kikuchi a eu envie de s'impliquer dans des activités de coopération internationale liées à l'agriculture. En 2009, elle est entrée à la JICA où elle a commencé par travailler dans le secteur du développement agricole et rural en Asie du Sud. De 2014 à 2016, elle a séjourné au Kenya où elle a travaillé en tant que spécialiste chargée de la promotion du projet SHEP.



Technologies de pointe

KOKO Plus et les progrès de l'état nutritionnel des nourrissons du Ghana

Les cas de malnutrition chez les nourrissons sont fréquents dans les régions où l'apport en protéines repose sur des céréales. Au Ghana, le sevrage des bébés se fait traditionnellement avec le « koko », une bouillie de maïs fermenté sucrée qui ne contient pas forcément les éléments nutritifs indispensables au moment de l'arrêt de l'alimentation lactée. Il arrive ainsi que les nourrissons manquent d'un acide aminé essentiel appelé lysine, une carence qui peut se traduire par un retard de croissance. « La période de mille jours qui va de la conception au second anniversaire de l'enfant est cruciale et un retard de croissance dû à la malnutrition est très difficile à rattraper par la suite », explique Yasuhiko Toride, directeur principal du département de planification de la recherche-développement (R&D) d'Ajinomoto.

En 1909, Ajinomoto a mis sur le marché un exhausteur de goût *umami* élaboré à partir d'acide glutamique et depuis, son expertise en matière d'acides aminés n'a fait que croître. Des tests d'évaluation nutritionnelle commencés en 1995 ont confirmé que la lysine a un effet positif sur la santé. La firme japonaise produit cet acide aminé depuis cinquante ans, mais elle a encore fait des progrès dans ce domaine ces dernières années grâce à une méthode de fermentation basée sur la biotechnologie.

En 2009, l'une des initiatives lancées par Ajinomoto pour fêter le centenaire de sa fondation était le Projet pour l'amélioration de la nutrition au Ghana (GNIP). Ce programme, dirigé par Yasuhiko Toride, a pour ambition d'utiliser les vastes connaissances d'Ajinomoto en matière de produits alimentaires et d'acides aminés pour contribuer à résoudre les problèmes des pays en développement. Il a notamment abouti à la mise au point de KOKO Plus, un complément alimentaire qui s'ajoute en cours de cuisson à la bouillie traditionnelle « koko ». KOKO Plus se compose pour l'essentiel de haricots de soja cultivés sur place ainsi que d'un acide aminé, la lysine,

et de micronutriments sous forme de vitamines et de minéraux. Il contient aussi de l'huile de palme et du sucre destinés à parfaire son goût.

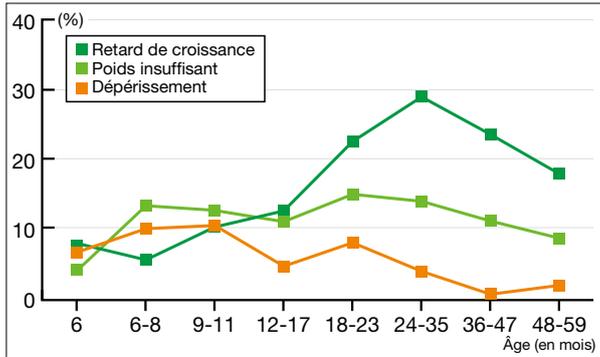
Le projet GNIP, qui s'inscrit dans le cadre de l'entrepreneuriat social d'Ajinomoto, est destiné à devenir une activité durable en Afrique grâce à une collaboration avec le gouvernement, les milieux universitaires et le secteur privé.

« Le goût est un facteur important dont il faut tenir compte si l'on veut être sûr que les enfants continuent à manger notre produit. Nous l'avons donc élaboré en fonction des exigences locales, en collaborant avec le département de la nutrition et des sciences des aliments de l'Université du Ghana », explique Yasuhiko Toride. La production se fait en partenariat avec une entreprise agroalimentaire locale. Pour la distribution, Ajinomoto s'est associé à une ONG impliquée dans un programme en faveur de l'autonomie des femmes pour mettre en place un système constitué de représentantes chargées de vendre directement le produit tout en sensibilisant le public. D'après Yasuhiko Toride, tout ceci a largement contribué à faire grimper la demande. Le gouvernement du Ghana s'est également investi dans le projet en mettant l'accent sur l'éducation nutritionnelle.

À partir de 2013, une étude sur les bénéfices nutritionnels de KOKO Plus a été menée auprès de neuf cents nourrissons sur une période de trois ans. Les résultats ont montré que ce complément alimentaire pouvait s'avérer efficace contre les retards de croissance et l'anémie.

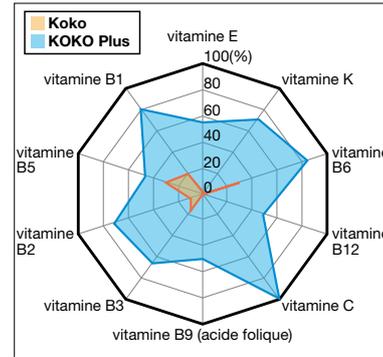
Yasuhiko Toride est enthousiaste. « Je voudrais que cette initiative en faveur de l'amélioration de la nutrition s'impose rapidement comme un modèle d'entrepreneuriat durable et qu'elle s'étende aux pays voisins du Ghana. J'espère aussi que, forts de la réussite de notre complément pour aliments de sevrage, nous nous lancerons dans un projet d'amélioration de la nutrition des mères. »

Malnutrition et retard de croissance chez les nourrissons



La malnutrition est une cause de croissance insuffisante chez les nourrissons sévrés à partir de six mois, 10 à 15 % de la tranche d'âge de 6 à 11 mois accusant un poids insuffisant. Et 30 à 40 % des enfants de 2 à 3 ans sont victimes d'un retard de croissance. Source : Services de santé du Ghana

Amélioration de l'équilibre nutritionnel due à KOKO Plus



Composition nutritionnelle de la bouillie « koko » avec et sans complément alimentaire KOKO Plus. Calculs établis d'après les pourcentages recommandés par l'Organisation mondiale de la santé pour l'alimentation des nourrissons.



1	2
3	4

1. Etude approfondie des besoins locaux. 2. Processus de fabrication en partenariat avec une entreprise locale. 3. Sensibilisation des mères de nourrissons. 4. Réseau de vente constitué de représentantes locales. Les conseils de mères ayant constaté les bienfaits de KOKO Plus sont très efficaces.



5 | 6

5. L'emballage de KOKO Plus. 6. Yasuhiko Toride, titulaire d'un doctorat de chimie agricole, est directeur principal du département de planification de la R&D d'Ajinomoto. Il était également responsable du Projet pour l'amélioration de la nutrition au Ghana.

Les amis du Japon



Mansour Diagne

Né au Sénégal. Diplômé d'économie agricole et d'agro-industrie de l'Université de Jordanie. Depuis son arrivée au Japon en 1992, il a amélioré ses compétences linguistiques en japonais grâce au cinéma, à la littérature et aux mangas, au point de réussir l'examen de niveau 1 du test d'aptitude en japonais (JLPT). Mansour Diagne exerce ses activités dans de multiples secteurs, y compris l'enseignement des langues et l'interprétariat de liaison. C'est un homme très pris à la fois par son travail et ses enfants. Il adore la série de films intitulée *Otoko wa tsurai yo* (C'est dur d'être un homme) qui raconte les voyages d'un colporteur doublé d'un vagabond au milieu de gens simples et au grand cœur.

Amener l'électricité dans toute l'Afrique

Quand il était enfant, Mansour Diagne aimait regarder des dessins animés et lire des mangas japonais. Il a toujours adoré l'Archipel et eu envie de s'y rendre. Son rêve s'est réalisé lorsqu'il a rejoint son oncle en poste à l'ambassade du Sénégal à Tokyo. M. Diagne parle couramment le français, l'arabe et l'anglais. Il a enseigné dans des écoles de langues et participe régulièrement à des émissions télévisées japonaises. Ses activités diverses et variées l'ont rendu encore plus amoureux de l'Archipel et de ses habitants. « Les Japonais ont du respect pour les autres et ils tiennent compte des sentiments d'autrui. Pour moi, c'est le peuple le plus accompli du monde. J'essaie de suivre son exemple. Certains – non Japonais – m'ont dit "Tu es un samurai noir" », dit-il en riant.

En 2013, Mansour Diagne a travaillé en tant qu'interprète pour une exposition sur l'énergie solaire organisée au Japon. À cette occasion, il a trouvé un emploi dans une filiale de Koyo Corporation, une entreprise spécialisée dans la production d'énergie renouvelable, en particulier solaire. Koyo Corporation, qui souhaitait déjà contribuer au développement du monde par le biais de ses activités, a commencé à s'intéresser à l'Afrique en embauchant Mansour Diagne. C'est ainsi qu'a débuté un projet d'amélioration des infrastructures électriques de l'Afrique visant à amener l'électricité dans l'ensemble de ce continent où le taux d'électrification moyen est d'à peine 30 %. M. Diagne est activement impliqué dans ce programme. « En tant qu'Africain, je trouve absolument formidable l'idée d'utiliser le gaz naturel de différents endroits de l'Afrique pour une production et une consommation locales, de façon à alimenter en électricité la

totalité du continent. À l'origine, c'est Norio Shoji, président-directeur général de notre entreprise, qui a eu l'idée de ce plan avec lequel je suis totalement d'accord. » Pour que ce projet se réalise, M. Diagne met à profit ses contacts sur place tout en assumant le rôle non seulement de guide, en raison de sa familiarité avec l'environnement local, mais aussi d'organisateur.

Quand Mansour Diagne pense à sa vie au Japon, son visage prend une expression chaleureuse. « J'ai dû travailler dur pour tout, mais j'ai toujours tenu le coup et réussi à gagner correctement ma vie. Et je n'ai jamais été victime de la moindre discrimination raciale. » Il espère qu'à l'avenir, le Japon et l'Afrique seront de plus en plus proches et il attend beaucoup de l'Initiative ABE (African Business Educative Initiative for Youth) qui doit permettre à de jeunes Africains de passer des diplômes dans des universités japonaises et d'effectuer des stages dans des entreprises de l'Archipel. Pendant l'été 2016, Koyo Corporation a pour sa part accueilli cinq stagiaires originaires du Burundi, de Mauritanie, du Mozambique, du Nigeria et de Tanzanie. « Les Africains ont beaucoup à apprendre du Japon. Non seulement en matière de technologies de pointe, mais aussi de compétences de gestion et de ponctualité sans faille. Si les Africains arrivent à acquérir ces qualités, chaque pays d'Afrique s'en trouvera nettement renforcé et il verra sa croissance faire de considérables progrès. » Mansour Diagne imagine qu'un jour tous les États de l'Afrique réussiront à se développer pleinement et il a l'intention de ne s'épargner aucun effort dans son rôle de guide pour contribuer à ce que son rêve devienne réalité.

L'Initiative ABE

L'Initiative éducative dans le secteur des affaires pour les jeunes Africains, appelée aussi « Initiative ABE » a été proposée en 2013 par le Premier ministre Shinzo Abe au cours de la conférence TICAD V. Elle doit permettre à mille jeunes Africains des deux sexes de passer un master et d'effectuer des stages en entreprise au Japon. À ce jour, 473 Africains originaires de 33 pays en ont bénéficié.

Des participants au programme de master et de stages de l'Initiative ABE, lors d'une réception de bienvenue, en 2014. (Photo : Shinichi Kuno/JICA)





Mohamed Omer Abdin

Né en 1978 à Khartoum, la capitale du Soudan. Malvoyant de naissance, M. Abdin est devenu aveugle à l'âge de douze ans. À dix-neuf ans, alors qu'il faisait ses études à la faculté de droit de l'Université de Khartoum, il s'est rendu au Japon pour étudier le braille, l'acupuncture et la moxibustion à l'École départementale pour les aveugles de Fukui. Il est ensuite entré à l'Université de Tokyo des études étrangères où il a obtenu un doctorat sur la paix et la résolution des conflits. Il enseigne actuellement dans ce même établissement, en tant que maître de conférences.

Amoureux du Japon sans l'avoir jamais vu

Mohamed Omer Abdin est maître de conférences spécialement nommé à l'Université de Tokyo des études étrangères (TUFS). En 1998, il a quitté le Soudan pour le Japon où il a étudié l'acupuncture et la moxibustion dans une école pour les personnes atteintes de déficience visuelle proposant des cours dans ce domaine aux étudiants internationaux. M. Abdin est en effet aveugle.

« À l'époque, la guerre civile était en train de s'intensifier au Soudan et l'université que je fréquentais a fermé ses portes », se souvient-il. « J'ai pensé qu'aller au Japon, un pays développé de tout premier plan dans le domaine de l'industrie manufacturière, serait un moyen de sortir de la situation inextricable où je me trouvais. »

Une fois sa formation sur l'acupuncture et la moxibustion achevée, M. Abdin a étudié le traitement de l'information à l'Université technique de Tsukuba qui accueille des étudiants présentant des handicaps visuel et auditif.

« J'ai appris à utiliser les lecteurs d'écran et accédé ainsi à un éventail de données beaucoup plus étendu. Je me suis dit qu'en restant au Japon, je pourrais encore élargir le champ de mes études. »

Prêt à tout apprendre, depuis la politique jusqu'à la littérature, M. Abdin s'est inscrit à la TUFS, où il a déjà passé plus de dix ans. Bien que la langue et l'environnement de l'Archipel soient très différents de ceux du Soudan, il n'a jamais envisagé d'abandonner et de retourner dans son pays.

« J'ai eu beaucoup de chance avec les familles qui m'ont accueilli et les amis que je me suis faits au Japon. Je ne me suis jamais senti seul. Je ne vois pas les gens mais je peux sentir à quel point ils sont chaleureux, par exemple à travers la douceur et la délicatesse du dialecte de Fukui. Ce pays m'a plus que tout donné un endroit pour étudier et vivre en m'ouvrant de nouvelles perspectives. »

Au Japon, Mohamed Omer Abdin a relevé de nouveaux défis. Il a ainsi enseigné à l'université en mettant ses connaissances à contribution. À l'heure actuelle, il donne des cours sur la politique africaine et des sujets connexes à la TUFS. Il considère que son expérience en tant que natif d'une région en proie à des affrontements lui est très utile pour parler de résolution des conflits à des étudiants de l'Archipel.

« La guerre civile du Soudan n'est pas sans lien avec ce qui se passe au Japon. Le fait que des jeunes Japonais s'y intéressent ne peut qu'avoir une influence bénéfique sur notre avenir commun. Dans mes cours, je m'efforce de convaincre les étudiants que l'Afrique est proche du Japon même si elle est éloignée du point de vue géographique. Je suis ravi qu'ils me posent des questions auxquelles je ne peux pas répondre, parce que cela prouve qu'ils ont vraiment réfléchi sur le sujet. »

Mohamed Omer Abdin est marié à une femme originaire, comme lui, du Soudan. Ils ont trois enfants. « La soupe au *miso* de mon épouse est délicieuse, mais j'ai été surpris le jour où elle l'a servie avec du pain », dit-il en riant. Mme Abdin n'en a pas moins appris à confectionner toute une gamme de plats japonais depuis le poisson grillé jusqu'au *obitasbi*, une salade de légumes marinés dans une sauce légère.

Du fait qu'il vit dans l'Archipel avec sa famille, M. Abdin a le sentiment d'être intimement lié à la société japonaise. « Le Japon, ce pays qui m'a donné tant d'occasions de m'épanouir, est à présent confronté à des problèmes sociaux qui lui sont propres. J'aimerais l'aider à les résoudre, dans la mesure de mes faibles moyens. Je voudrais aussi contribuer à la création d'une société où les handicapés pourront donner le meilleur d'eux-mêmes. »

Quand Mohamed Omer Abdin songe au rôle qu'il pourrait être appelé à jouer au Japon dans l'avenir, son visage s'illumine.



Goodfriday Yamungo Chikwezga

Né au Malawi, dans le district de Karonga. M. Chikwezga s'est intéressé au secteur de l'environnement après avoir travaillé avec des volontaires de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) impliqués dans le développement d'un centre de recherche en biologie moléculaire au Chancellor College de l'Université du Malawi (UNIMA), à Zomba. Impressionné par l'expertise technique japonaise, il a intégré le programme de l'Initiative ABE. Il prépare actuellement un master à l'École supérieure des sciences de la vie et de l'environnement de l'Université de Tsukuba.

Pour une utilisation durable des ressources du Malawi en partenariat avec le Japon

« Le Malawi a besoin de mettre en place un système d'exploitation durable de ses ressources naturelles qui, à l'instar de son environnement, sont soumises à de fortes pressions en raison notamment de la croissance démographique du pays », explique Goodfriday Yamungo Chikwezga, étudiant en master à l'École supérieure des sciences de la vie et de l'environnement de l'Université de Tsukuba. M. Chikwezga – formateur d'enseignants à l'École normale Domasi (Domasi College of Education) de Zomba, dans le sud du Malawi – est arrivé au Japon en 2015, dans le cadre de l'Initiative ABE parrainée par le gouvernement du Japon. Grâce à ce programme, il va pouvoir obtenir un diplôme de troisième cycle en sciences de l'environnement tout en acquérant des compétences en matière de gestion et de marketing par le biais de stages dans des firmes japonaises et de séminaires d'entreprise.

Goodfriday Yamungo Chikwezga a pris part à l'Initiative ABE parce qu'il souhaite « aider le Malawi à s'engager davantage dans le développement durable ». Son pays bénéficie déjà d'une aide au développement prodiguée par divers pays étrangers, en particulier le Japon par le biais de la JICA. Mais M. Chikwezga est persuadé que le Malawi doit assumer par lui-même la gestion du problème du développement durable. Et il a l'intention de mettre en pratique le savoir et l'expérience qu'il est en train d'acquérir au Japon au sein du Programme national de sciences et de mathématiques de l'enseignement secondaire du Malawi, afin de donner à sa patrie les moyens d'utiliser pleinement ses ressources humaines.

Le développement durable est un enjeu vital pour améliorer les moyens d'existence des Malawiens qui, dans bien des cas, reposent essentiellement sur l'agriculture et la pêche. M. Chikwezga est appelé à jouer un rôle capital à cet égard en aidant le gouvernement du Malawi à trouver de nouvelles techniques susceptibles d'aider ceux qui tirent leur subsistance de la terre et de l'eau à obtenir de meilleurs résultats, tout en faisant un usage durable de ces ressources.

Dans le cadre de ses études, Goodfriday Yamungo Chikwezga travaille avec des chercheurs japonais de l'Université de Tsukuba sur le contrôle du phytoplancton dans les écosystèmes des eaux douces. Les méthodes qu'ils utilisent vont aboutir à un nouvel outil qui permettra d'évaluer l'écosystème du lac Malawi bien mieux qu'avec les mesures standard. D'après M. Chikwezga, « grâce aux méthodes que je suis en train d'apprendre, nous pourrions contrôler directement l'impact des facteurs externes et donner des directives précises sur le moment où les mesures de mitigation s'imposent. »

Goodfriday Yamungo Chikwezga étudie par ailleurs les techniques agricoles mises en œuvre par le Japon pour améliorer l'irrigation, la production et la transformation. Au mois de septembre, il se rendra dans le département d'Okinawa pour observer les méthodes des secteurs agricole et agro-alimentaire. Il a aussi effectué un stage dans une entreprise qui fabrique des rubans anti-ravageurs. M. Chikwezga reconnaît qu'au début, il ne savait pas grand-chose des techniques et des équipements en usage dans les laboratoires et les entreprises de l'Archipel. Mais il souligne que ses collègues japonais lui ont toujours prodigué leur aide. « Si je devais choisir un seul mot pour qualifier le Japon et ses habitants, ce serait "amical" », précise-t-il en souriant.

En dehors de sa formation technique et professionnelle, Goodfriday Yamungo Chikwezga s'efforce de créer un réseau dynamique de coopération entre le Japon et le Malawi. « Dorénavant je vais faire office de pont entre le partenariat que je suis en train de créer avec les universités et les entreprises du Japon, et les petits propriétaires, les entreprises et les instituts de recherche du Malawi. »

Le programme JET : une excellente façon d'apprendre à connaître le Japon

Partager de cœur à cœur, d'un continent à l'autre

Avant d'aller au Japon, j'étais actrice de théâtre dans ma ville natale, Le Cap, en Afrique du Sud. Je suis donc tout naturellement entrée en contact avec ce pays par le biais du cinéma. La première fois que j'ai vu un film japonais, c'est en 2006. Le scénario n'avait rien d'extraordinaire, mais j'ai été fascinée par l'un des acteurs et je me suis très vite passionnée pour le septième art japonais. Pour en savoir plus sur l'Archipel, je me suis inscrite à la Nihongokai, une école de langues du Cap où j'ai étudié le japonais et participé à des activités culturelles.

La culture du Japon diffère de celle de l'Afrique du Sud à bien des égards, mais elles ont toutes les deux en commun la particularité d'avoir une histoire culinaire remarquable. En compagnie de membres de la Nihongokai, je suis allée dans des restaurants japonais où j'ai dégusté des spécialités telles que les sushis. J'ai aussi préparé des mets japonais pour ma famille et mes amis, entre autres du *agedashi tofu*, un plat délicieux à base de tofu frit. Je suis arrivée au Japon en 2012, dans le cadre du Programme japonais d'échange et d'enseignement (JET). Depuis, j'ai eu l'occasion de goûter un grand nombre de mets de l'Archipel et de faire découvrir en retour les saveurs de mon pays à mon entourage, en particulier les *fish and chips* à la sud-africaine et le *peppermint crisp tart*, un gâteau à base de biscuits, de crème, de caramel et de chocolat aux éclats de menthe.

J'ai décidé de participer au programme JET pour découvrir le Japon par moi-même. Je viens de commencer ma cinquième et dernière année en tant que professeur assistant de langue (ALT) au lycée Nabari-Seiho dans le département de Mie. Un des côtés les plus intéressants de mon travail, c'est de comprendre comment les élèves voient le monde et de les aider à exprimer leurs idées en anglais de façon claire et concise.

Pour réaliser cet objectif, j'ai recours à une stratégie essentielle qui consiste à organiser des débats pendant les cours. Avant ce genre d'exercices, les élèves doivent envisager les thèmes proposés sous de multiples angles, ce qui implique non seulement qu'ils soient au courant de l'actualité mais aussi qu'ils cherchent des informations en anglais et en japonais dans des livres et sur Internet, de façon à connaître

Larissa Hughes

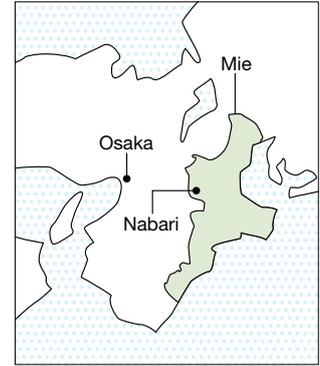
Née au Cap, en Afrique du Sud. Arrivée au Japon en 2012, en tant que participante du programme JET. A été auparavant actrice de théâtre et, à ce titre, a parcouru son pays en tous sens.



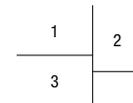
le point de vue des autres cultures. Je les encourage aussi à écrire et j'ai participé à la mise au point d'un programme leur permettant d'affûter leurs arguments à travers de multiples ébauches. Du coup, les enfants ont davantage confiance en eux, ils explicitent mieux leurs idées et ils ont une vision du monde plus ouverte. J'ai également constaté une nette amélioration de leurs qualités rédactionnelles et de leurs notes aux tests de compétences linguistiques.

Je profite de mes moments de liberté pour explorer à pied les superbes environs de la ville de Nabari. Quand je me balade dans un petit hameau, les habitants sont souvent surpris de me voir mais je savoure aussi les instants si particuliers où l'un d'eux sort de sa réserve et se met à dialoguer avec moi. C'est alors que j'apprécie vraiment la politesse des Japonais et la façon dont ils tiennent compte des sentiments de leur entourage.

Je souhaite partager ce que j'ai appris grâce au programme JET avec des gens non seulement d'Afrique du Sud mais aussi d'autres pays. J'ai été impressionnée par la façon dont les écoles japonaises s'occupent de leurs élèves et dont les professeurs nouent des liens très étroits avec ceux qui sont placés sous leur responsabilité. En Afrique du Sud, les chances d'accéder à l'éducation ne sont pas les mêmes pour tous en raison de problèmes d'ordre notamment économique. J'espère qu'un jour, je pourrai contribuer à mettre en place dans mon pays un système similaire à celui du Japon et à offrir à tous les enfants scolarisés un environnement éducatif sûr, qui leur apporte le soutien dont ils ont besoin.



Larissa Hughes corrige la prononciation d'étudiants de troisième année en train de lire un texte en anglais sur un programme de microcrédit.



1. Larissa Hughes prend la pose avec les élèves de l'une de ses classes de troisième année. Elle travaille en équipe avec une autre professeur assistante de langue ALT et une professeur d'anglais japonaise. 2. Larissa Hugues toute à la joie d'essayer un *yukata* pour la première fois de sa vie. 3. Larissa Hughes en discussion avec des élèves du club ESS qui se réunit chaque semaine pendant la pause-déjeuner.

Sites Internet

Sites officiels du gouvernement et de l'administration

Les sites mentionnés ci-dessous fournissent des informations sur plusieurs ministères et sur le tourisme en relation avec le contenu de la présente revue.

Premier ministre du Japon et Cabinet du Premier ministre



Bureau des relations publiques du Cabinet, Secrétariat du Cabinet

Informations en anglais sur la politique du gouvernement japonais, les discours et les déclarations du Premier ministre et les conférences de presse du Secrétaire général du Cabinet.

WEB <http://japan.kantei.go.jp>

f <https://www.facebook.com/Japan.PMO>

t https://twitter.com/JPN_PMO

Office national du tourisme japonais



Office national du tourisme japonais (JNTO)

Informations concernant le tourisme au Japon, avec des vidéos et des photos. En anglais et dans de nombreuses autres langues y compris l'allemand, le chinois, le coréen et le français.

WEB <http://www.tourisme-japon.fr/>

f <http://www.jnto.go.jp/eng/fb/index.html>

t https://twitter.com/Visit_Japan

Internet TV du gouvernement japonais



Bureau des relations publiques, Bureau du Cabinet

Vidéos du gouvernement japonais en particulier sur le Premier ministre, les conférences de presse du Secrétaire général du Cabinet et la famille impériale.

WEB <http://nettv.gov-online.go.jp/eng/>

Organisation japonaise du commerce extérieur



Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)

Informations sur le JETRO, notamment sur les efforts de cet organisme pour aider les firmes japonaises à l'étranger, attirer les entreprises étrangères sur le marché japonais, soutenir la politique commerciale du Japon et mener des activités dans les pays en développement.

WEB <http://www.jetro.go.jp/en/>

Ministère des Affaires étrangères du Japon



Ministère des Affaires étrangères

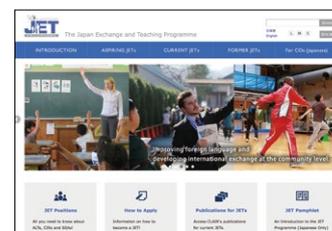
Informations fournies par le ministère des Affaires étrangères du Japon, y compris les coordonnées des ambassades et des consulats du Japon dans le monde entier.

WEB <http://www.mofa.go.jp>

f <https://www.facebook.com/Mofa.Japan.en>

t https://twitter.com/MofaJapan_en

Programme JET (Japan Exchange and Teaching)



Centre japonais des collectivités locales (CLAIR)

Informations sur le programme JET (Japan Exchange and Teaching)

WEB <http://jetprogramme.org/en/>

f <https://www.facebook.com/pages/JET-Programme/219440938121634>

t <https://twitter.com/JETProgram>

Publications

Publications officielles du gouvernement et de l'administration

Le gouvernement et l'administration du Japon publient les revues suivantes.

Bureau du Cabinet



« Highlighting JAPAN » (Reflets du Japon)

Un mensuel qui présente les grandes lignes de la politique du gouvernement japonais aux autres pays.

<http://www.gov-online.go.jp/eng/publicity/book/hlj/index.html>



Mensuel

Ministère des Affaires étrangères



« niponica »

Une revue illustrée de superbes photographies qui donne envie de connaître le Japon d'aujourd'hui.

http://web-japan.org/niponica/index_fr.html



Trois numéros par an

Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie



« METI Journal »

Ce journal bimensuel explique de façon claire et précise les mesures mises en œuvre par le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI).

<http://www.meti.go.jp/english/publications/index.html>



Bimensuel

Office national du tourisme japonais



« Monthly Web Magazine »

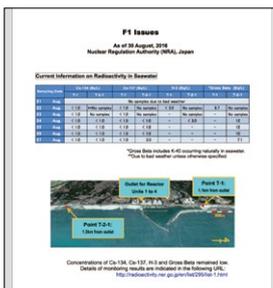
Chaque mois, cette revue en ligne du JNTO donne des informations sur trois thèmes. Elle est régulièrement mise à jour, au fil des saisons.

<http://japan-magazine.jnto.go.jp/en/>



Mensuel

Agence de régulation nucléaire



« F1 Issues Fukushima Daiichi NPS's Issues »

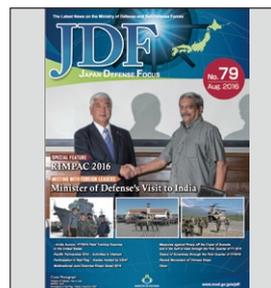
Ce bulletin publié par la NRA pratiquement chaque semaine donne des informations détaillées sur la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, entre autres la gestion de l'eau de mer depuis l'accident provoqué par le puissant séisme suivi d'un tsunami qui a ravagé le nord-est du Japon, en mars 2011.

<http://www.nsr.go.jp/english/>



Hebdomadaire

Ministère de la Défense



« Japan Defense Focus »

Une revue mensuelle consacrée aux activités du ministère de la Défense et des Forces d'auto-défense.

<http://www.mod.go.jp/e/jdf/index.html#sub01>



Mensuel

Pour nos *Tomodachi*
Le Japon en Afrique, édition 2016

Publié par



Gouvernement du Japon

Édition :

Bureau des Relations Publiques, Bureau du Cabinet
et
Service Communication Internationale, Secrétariat du Cabinet

1-6-1 Nagatacho, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8914, Japon

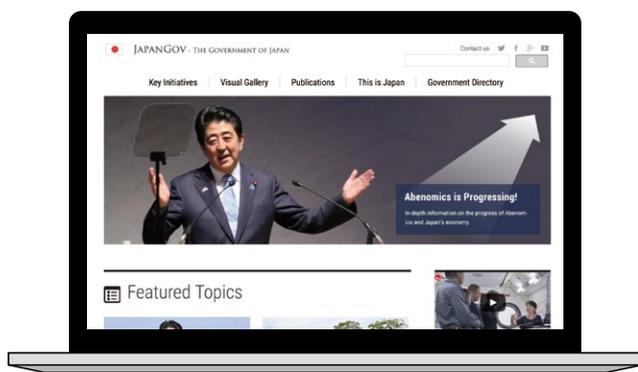
Nous serions ravis de connaître vos réactions.
Merci de bien vouloir nous faire part de vos commentaires.

https://www.kantei.go.jp/foreign/forms/comment_ssl.html

Liens vers les sites officiels de l'administration (en anglais)

Bureau du Cabinet <http://www.cao.go.jp/index-e.html>
Ministère de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche <http://www.maff.go.jp/e/>
Ministère de la Défense <http://www.mod.go.jp/e/>
Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie <http://www.meti.go.jp/english/>
Ministère de l'Education, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie <http://www.mext.go.jp/english/>
Ministère de l'Environnement <http://www.env.go.jp/en/>
Ministère des Finances <https://www.mof.go.jp/english/index.htm>
Ministère des Affaires étrangères <http://www.mofa.go.jp>
Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales <http://www.mhlw.go.jp/english/>
Ministère des Affaires intérieures et des Télécommunications <http://www.soumu.go.jp/english/index.html>
Ministère de la Justice <http://www.moj.go.jp/ENGLISH/index.html>
Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme <https://www.mlit.go.jp/en/>
Agence pour la Reconstruction <http://www.reconstruction.go.jp/english/>
Agence de régulation nucléaire <http://www.nsr.go.jp/english/>

Site web et application du Gouvernement du Japon



Site web JapanGov



Application JapanGov

-  <http://www.japan.go.jp>
-  www.facebook.com/JapanGov
-  <https://twitter.com/JapanGov>
<https://twitter.com/Japan>
-  JapanGov



Téléchargez l'application JapanGov sur les boutiques d'applications ci-dessous.



Recherchez l'application en tapant « JapanGov ».





Japan. Sharing tomorrow.

Pour nos *Tomodachi*
Le Japon en Afrique, édition 2016

<http://www.japan.go.jp/tomodachi>



Gouvernement du Japon



<http://www.japan.go.jp>



Pour vous abonner à *Tomodachi*, veuillez contacter l'adresse suivante :

<http://www.mmz.kantei.go.jp/tomodachi/subscribe.php>